



Assemblée générale

Distr. générale
7 septembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 115 h) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres nominations : nomination
de membres du Corps commun d'inspection**

Nomination de membres du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale

1. Conformément au paragraphe 2 de la note du Secrétaire général datée du 24 juillet 2017 (A/71/991), l'Assemblée générale est tenue, au cours de la session en cours, de nommer un membre du Corps commun d'inspection afin de pourvoir le poste vacant depuis la démission de Rajab Sukayri (Jordanie), qui prendra effet le 31 décembre 2017. En application de la décision 71/413 C, le mandat de la personne nommée à ce poste débutera le 1^{er} janvier 2018 et prendra fin le 31 décembre 2019.
2. Selon les procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, le Président de l'Assemblée générale, après avoir consulté le groupe régional concerné, a établi que le Japon devait être invité à proposer un candidat pour remplacer M. Sukayri (voir annexe I).
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2004, il importe que le candidat ait de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluation, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et qu'il connaisse le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.
4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations requises au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec la Présidente du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses qu'il a reçues de la Présidente du Conseil et du Secrétaire général aux lettres identiques qu'il leur avait adressées le 28 juillet 2017 sont jointes en annexe à la présente note (voir annexes II et III).
5. Ayant mené à bien les consultations prescrites, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de proposer à l'Assemblée de nommer le candidat ci-après membre du Corps commun d'inspection pour un mandat de deux ans débutant le 1^{er} janvier 2018 et venant à échéance le 31 décembre 2019.

Keiko Kamioka (Japon)



Annexe I

Note verbale datée du 6 juillet 2017, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation

La Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement japonais a décidé de présenter la candidature de Keiko Kamioka à un poste de membre du Corps commun d'inspection lors des élections qui se tiendront à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale. Le curriculum vitae de M^me Kamioka est joint à la présente note (voir pièce jointe).

La Mission permanente du Japon saurait gré au Secrétariat de faire le nécessaire concernant la candidature de M^me Kamioka à un poste de membre du Corps commun d'inspection.

La Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de l'Organisation les assurances de sa très haute considération.

Pièce jointe

Curriculum vitae*

Keiko Kamioka (Japon)

Sexe : féminin

Expérience

Organisation internationale du Travail

2012-2015	Directrice du Bureau de l'OIT pour le Japon
2011-2012	Directrice adjointe régionale pour la gestion et l'administration du Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique
2007-2010	Chef auditeur interne du Bureau de l'audit interne et du contrôle
2001-2007	Chef du Service de la trésorerie et de la comptabilité, Département des services financiers
1998-2000	Chef de la Section de la comptabilité du Département des services financiers

Autres instances dans le cadre desquelles elle a exercé des fonctions de gestion : Comité des rapports, Comité de la comptabilité, Comité des contrats, Groupe d'examen indépendant sur les classements de poste, Comité de gestion de la CAPS (Vice-Présidente), Groupe de travail des normes comptables du système de l'Organisation des Nations Unies (représentante de l'OIT)

Programme des Nations Unies pour le développement

1997-1998	Conseillère financière en chef au Département financier
1995-1997	Chef du Groupe de l'appui et de l'établissement de rapports financiers du Siège de la Section de la comptabilité
1993-1995	Chef de la Section des voyages de la Division des services d'administration et de gestion
1989-1993	Comptable chargée des voyages à la Section des voyages

Autres instances dans le cadre desquelles elle a exercé des fonctions de gestion : Organe subsidiaire des nominations et des promotions du PNUD et du FNUAP, Comité des marchés du Siège, Groupe de travail sur la gestion du personnel établi à la demande de l'Administrateur du PNUD

Avant le système des Nations Unies

1986-1989	Auditeur hors classe au bureau de New York de KPMG Peat Marwick Main & Co.
1975-1981	Responsable du département des prêts à l'agence de Tokyo de Lloyds Bank International Ltd.
1974-1975	Fonctionnaire d'administration au Département international de l'Union of Japanese Scientists and Engineers à Tokyo

Formation

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

- 1982-1984 Bachelor scientifique en comptabilité, University of North Carolina, Charlotte (États-Unis d'Amérique)
- 1971-1973 Grade d'associé en administration des entreprises, Tsuda School of Business, Tokyo

Qualifications professionnelles

Experte-comptable autorisée dans l'État de Californie (inactive)

Langues

Japonais : langue maternelle

Anglais : avancé

Français : notions de base

Annexe II

Lettre datée du 29 août 2017, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Présidente du Conseil économique et social

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre datée du 28 juillet 2017 concernant les consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux en vue de la nomination d'un candidat pour pourvoir un siège du Corps commun d'inspection qui deviendra vacant au 31 décembre 2017, en raison de la démission de l'inspecteur Rajab Sukayri.

Je souhaite vous informer qu'en ma qualité de Présidente du Conseil économique et social et comme le prévoient le paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et le paragraphe 8 de la résolution [59/267](#) de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2004, j'ai examiné les qualifications de la candidate proposée et j'ai le plaisir de vous faire savoir que j'approuve sans réserve la nomination de Keiko Kamioka.

La Présidente du Conseil économique et social
(Signé) Marie Chatardová

Annexe III

Lettre datée du 6 septembre 2017, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 28 juillet 2017 concernant la proposition de nomination à un siège du Corps commun d'inspection qui sera vacant à compter de décembre 2017.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et suite aux consultations tenues avec les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous informer, en ma capacité de Président du Conseil, que je souscris à la proposition de la nomination de Keiko Kamioka (Japon).

Je note avec plaisir qu'une candidate qualifiée a été proposée pour ce poste, ce qui équilibrera davantage la représentation générale des sexes au Corps commun d'inspection.

(Signé) António Guterres
